



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

bâtiments agricoles

Question écrite n° 39784

Texte de la question

M. Alain Cousin attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'environnement, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, au sujet de la législation qui prévoit un périmètre non constructible de 50 mètres autour de chaque exploitation agricole. Une telle disposition est parfaitement légitime lorsqu'il s'agit notamment de protéger un agriculteur qui a volontairement reconstruit son exploitation à l'extérieur du village afin de ne pas créer de nuisances aux riverains. En revanche, lorsqu'il s'agit d'une ferme ancienne implantée depuis toujours à l'intérieur du village, le périmètre de 50 mètres peut s'avérer excessif. En particulier, il peut nuire à la cohérence et à la continuité des zones construites, lorsque plusieurs fermes sont réparties à l'intérieur du village. Il souhaiterait donc savoir si, dans le cas de fermes implantées à l'intérieur des anciens villages, il serait possible de prévoir des possibilités de dérogation, notamment afin de renforcer la continuité de l'urbanisme.

Texte de la réponse

La règle dite de réciprocité qui figure à l'article L. 111-3 du code rural impose, lorsque des bâtiments à usage agricole doivent respecter des distances d'implantation vis-à-vis des constructions de tiers, la même exigence d'éloignement à toute nouvelle construction ou changement de destination d'immeubles occupés par des tiers. Compte tenu des difficultés constatées dans la mise en œuvre de cette règle de réciprocité, notamment dans les communes rurales où les terres susceptibles d'être bâties sont rares, le législateur a introduit, par l'article 19 de la loi d'orientation agricole n° 2006-11 du 5 janvier 2006, la possibilité d'y déroger. Ainsi il est possible, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols, de fixer des règles d'éloignement différentes, par délibération du conseil municipal prise après avis de la chambre d'agriculture et consultation publique. En outre, le ministère de l'agriculture et de la pêche a confié, le 21 avril 2008, au conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (CGAACER) une mission d'évaluation de l'application de la règle de réciprocité. Le conseil général doit rendre très prochainement son rapport qui permettra de réaliser un bilan de l'utilisation de cette règle. Le cas échéant, des propositions d'adaptation de cette règle pourront être étudiées avec les autres ministères compétents.

Données clés

Auteur : [M. Alain Cousin](#)

Circonscription : Manche (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39784

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture et pêche

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 20 janvier 2009, page 432

Réponse publiée le : 7 avril 2009, page 3259